

# **Exigeons la libération de Abir Moussi et de tous les prisonniers politiques et d'opinion en Tunisie**

mercredi 31 janvier 2024, par [CRLDHT](#) (Date de rédaction antérieure : 28 janvier 2024).

**Abir Moussi, présidente du Parti destourien libre, a entamé une grève de la faim sauvage de 48 heures, le vendredi 26 janvier, pour protester contre son emprisonnement encourus depuis 3 octobre 2023 sans que celui-ci ne soit justifié par un forfait quelconque.**

Pour rappel, Abir Moussi a été arrêtée par les forces de sécurité puis incarcérée après avoir tenté de déposer au bureau d'ordre de la Présidence de la République un dossier portant sur la plainte qu'elle a déposée auprès du Tribunal administratif contre les décrets iniques émis par le président Kais Saied relatifs aux élections locales. Elle est maintenant accusée d'avoir commis des crimes de nature pénale parmi lesquels « atteinte volontaire à l'autorité de l'Etat » et « provocation de troubles sur le sol tunisien », des accusations passibles de la peine de mort, selon son avocat.

L'arrestation de Moussi et les poursuites judiciaires infondés à son encontre participent du plan de l'exécutif visant à casser toute voix dissidente afin que le président Kais Saied puisse mettre en œuvre son programme liberticide qui plonge la Tunisie dans toujours plus de crises et permettre à celui-ci à se présenter aux élections fin 2024 sans opposition sérieuse. Ainsi, le pouvoir en place achève l'annihilation complète des acquis de la Révolution et établit définitivement le cadre de son règne autocratique.

Le Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie :

- Exige la libération de Abir Moussi et de tous les prisonniers politiques et d'opinion, les hommes d'affaires et citoyens victimes de l'arbitraire du gouvernement actuel en Tunisie,
- Appelle les autorités tunisiennes à cesser d'instrumentaliser le système judiciaire pour éliminer les adversaires politiques et restreindre la liberté de manifestation et d'expression,
- Invite toutes les composantes de la société civile et les partis démocratiques à être plus vigilants et solidaires et à adopter des positions fermes contre les pratiques répressives du gouvernement qui ciblent tous les acteurs sans exception partis politiques, associations, personnalités, hommes d'affaires, blogueurs et même les citoyens ordinaires...qui ont pour point commun d'être considérés comme des ennemis par Kaïes Saied et ses affidés.
- Appelle toutes les instances judiciaires à défendre indépendance et leur impartialité, l'état de droit et la justice, afin de ne pas devenir l'épée qu'un gouvernement tyrannique brandit pour frapper les citoyens, violer les libertés et détruire toute activité politique.

28 janvier 2024

**C.R.L.D.H. Tunisie**

Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie  
membre du Réseau Euro-méditerranéen des Droits de l'Homme  
21ter rue Voltaire - FR-75011 PARIS-  
mail : crldht proton.me

---

---

**P.-S.**

- <https://kapitalis.com/tunisie/2024/01/29/le-crldht-appelle-a-la-liberation-de-abir-moussi-et-des-victimes-de-larbitraire/>